



Faut-il repenser l'activité touristique ?

Sabine Effosse

Professeure en histoire contemporaine à l'université de Paris Nanterre

10% du PIB mondial, 1 700 milliards de dollars d'exportations, près d'un emploi sur dix... Le tourisme est devenu un enjeu économique majeur dans le monde et surtout en France, première destination touristique. Mais, alors que l'environnement est au cœur des préoccupations et que les critiques se multiplient face aux dégâts du tourisme de masse, quelles sont les perspectives du secteur ? Sabine Effosse, professeur en histoire contemporaine, répond à nos questions.



Carl Spitzweg (1808-1885) :
Touristes anglais
en Campanie
(Italie), huile
sur papier,
vers 1835, Alte
Nationalgalerie
(Berlin)

© CARL SPITZWEG/
PUBLIC DOMAIN

Quelles ont été les grandes évolutions du tourisme en France et dans le monde ?

Sabine Effosse

Afin de mieux cerner le tourisme et ses évolutions, revenons sur ses origines. C'est en effet au XIX^e siècle avec l'industrialisation et la révolution des transports que le tourisme, tel que nous le concevons actuellement, se développe. Cette pratique naît en Angleterre. Le grand « tour » à l'origine du mot anglais *tourist*, désigne alors le voyage circulaire qu'effectuent les jeunes Anglais de bonne famille sur le continent européen dans un but culturel et éducatif. En France, la publication des *Mémoires d'un touriste* de Stendhal en 1838, contribue à populariser le mot.

Dans un premier temps, et jusqu'aux années 1930, la pratique touristique est l'apanage des élites européennes. Une démocratisation s'amorce néanmoins grâce à la révolution des transports. La révolution ferroviaire marque « le décollage » du tourisme européen. En Angleterre, Thomas Cook, fondateur de l'entreprise éponyme, crée en 1841 ses premiers voyages organisés après avoir négocié, innovation essentielle, des tarifs préférentiels auprès des compagnies de chemin de fer en échange d'un taux de remplissage garanti. En France, la construction du réseau ferré favorise l'essor touristique de la Côte d'Azur, prisée des Anglais, mais aussi la création de nouvelles stations balnéaires (Biarritz, Deauville, Le Touquet).

Les progrès de la navigation favorisent également l'élargissement de l'espace touristique. Avec le percement du canal de Suez, Thomas Cook, toujours pionnier, inaugure les croisières à vapeur sur le Nil, avant le lancement d'un premier tour du monde. Enfin, au début du xx^e siècle, l'automobile, moyen de transport individuel, accroît les possibilités touristiques par la liberté des destinations et la vitesse de parcours. Aux guides culturels et traditionnels, comme les guides allemands Baedeker, s'ajoutent désormais les guides pratiques de l'industriel Michelin qui chronomètrent les itinéraires. Car le temps est précieux. L'instauration des congés payés dans la plupart des pays occidentaux – deux semaines en France en 1936 – constitue à ce titre une seconde étape, décisive, pour la banalisation du tourisme.

“

**Le Club Méditerranée,
fondé en 1950,
symbolise la
dynamique du tourisme
des Trente Glorieuses**

Des années 1950 aux années 1980, cette activité se démocratise et connaît un développement sans précédent : 25 millions de touristes dans le monde en 1950, 280 millions en 1980 (Marc Boyer, *Histoire du tourisme de masse*, Paris, PUF, 1999). La hausse du pouvoir d'achat, l'extension des congés payés – cinq semaines en France en 1981 – et la généralisation de l'automobile contribuent à un « âge d'or » du tourisme occidental, américain et surtout européen. La « civilisation des loisirs » accompagne la société de consommation, apanage des économies de marché. Le tourisme



L'une des premières colonies de vacances organisées par La Poste dans les années cinquante

© AUTEUR INCONNU/CC BY-SA 4.0

balnéaire est plébiscité – les « 3 S », *sea, sand and sun* –, notamment à travers la pratique du *camping*, et contribue à la croissance économique des pays du sud de l'Europe. En France, le tourisme social, avec la création des villages de vacances (VVF) constitue, avec les colonies de vacances, une priorité qui permet de doubler le taux de départ en trente ans (60 % en 1981). Dynamisée par l'organisation des jeux Olympiques à Grenoble en 1968, la pratique des sports d'hiver augmente (8 % des Français en 1980). Une entreprise fondée en 1950 par le Belge Gérard Blitz symbolise cette dynamique du tourisme des Trente Glorieuses : le Club Méditerranée.

Ses difficultés financières à la fin des années 1990 et son passage sous contrôle chinois en 2015 incarnent précisément une troisième étape dans l'évolution du tourisme, celle d'un rééquilibrage au profit de l'Asie et l'avènement d'un tourisme de masse mondialisé (1,4 milliard de touristes en 2018). Cette mondialisation fait la part belle au tourisme asiatique – 2 % des touristes internationaux en 1970, 22 % aujourd'hui –, mettant d'autant plus l'Europe au défi de conserver sa position de leader, France en tête (Thomas Daum et

Eudes Girard, *Du voyage rêvé au tourisme de masse*, Paris, CNRS Ed., 2018).

Quelles sont en France les actions publiques pour encourager l'activité touristique?

Sabine Effosse

Avec 90 millions de touristes internationaux en 2018, c'est-à-dire de touristes étrangers qui passent au moins une nuit dans le pays, la France est le premier pays de destination touristique au monde. Pour autant, la place réservée au tourisme dans les politiques publiques est relativement ténue au regard des enjeux économiques et sociaux. Ainsi, depuis 1945, le tourisme n'a fait l'objet d'un ministère de plein exercice que sous quatre gouvernements. L'évolution de son rattachement à différents ministères – principalement de l'Équipement, de l'Économie et des Finances et des Affaires étrangères – représente d'ailleurs un bon indicateur des priorités de l'action publique dans ce secteur.

Les années 1960 et la création de la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR) font du tourisme un véritable levier de la politique d'aménagement du territoire. Destinée à répondre à une demande croissante tout en limitant la spéculation et le « mitage » de l'espace, la construction des grandes infrastructures, en partie financée par la Caisse des dépôts, permet l'accueil de vacanciers français de plus en plus nombreux. Les missions interministérielles pour l'aménagement de la côte du Languedoc-Roussillon sous l'égide de Pierre Racine, puis celle pour l'aménagement de la côte aquitaine (MIACA) qui associe davantage les élus locaux, augmentent l'offre d'hébergements standardisés. Avec le lancement du premier plan Neige en 1964 et des stations intégrées, l'aménagement de la montagne suit

le même modèle que celui du littoral. L'implantation après de longues négociations, dans la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, du parc de loisir Eurodisney devenu Disneyland Paris, ouvert en 1992, constitue la dernière étape de cette politique volontariste de l'État aménageur mais aussi un tournant vers une politique du tourisme davantage tournée vers l'international. Après des débuts difficiles, le parc devient en effet le lieu le plus visité en France – devant Le Louvre, le Château de Versailles, la Tour Eiffel –, en majorité par des touristes étrangers. Car, richement dotée tant sur le plan naturel que culturel, la France s'est quelque peu reposée sur ses acquis. Or, à l'orée des années 2000, la mondialisation du tourisme et la révolution internet bousculent le marché. La concurrence s'avive. Première destination touristique, la France n'arrive, selon les chiffres de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) de 2016, qu'au troisième rang pour les recettes : 42,5 milliards de dollars, loin derrière les États-Unis (206 milliards) et l'Espagne (60,3 milliards). Renforcer l'attractivité et augmenter les recettes du tourisme international deviennent une priorité. Dans ce but, plusieurs actions stratégiques sont définies : moderniser les infrastructures, recourir davantage au numérique, créer un opérateur unique de promotion du tourisme français à l'étranger, Atout France ; enfin, en liaison avec les territoires, rechercher une meilleure diffusion des flux touristiques dans l'espace. Car 80 % du tourisme s'effectuant sur 20 % du territoire, le risque de saturation pour les sites les plus fréquentés est grand.

Le tourisme de masse est de plus en plus sous le feu des critiques, quels en sont vraiment les enjeux et les limites?

Sabine Effosse

Les touristes internationaux représentaient 1 % de la population mondiale en 1950, 20 %

La Datar est une ancienne administration française chargée, de 1963 à 2014, de préparer les orientations et de mettre en œuvre la politique nationale d'aménagement et de développement du territoire. En 2009 elle intègre le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET).

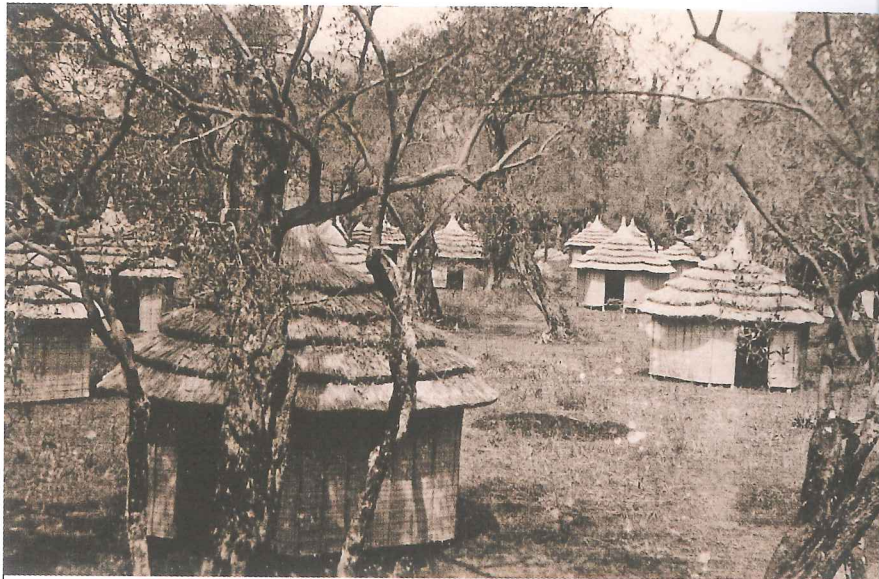
Le mitage désigne la construction d'infrastructures, de maisons isolées ou de zones d'habitat, de zones d'activité, dans des espaces initialement ruraux (forestiers ou agricoles), sans plan d'urbanisme réellement cohérent voire souvent en violation des règles d'urbanisme. En France, des lois (loi littoral et loi montagne) ont été adoptées pour réduire, voire éviter ce phénomène.

aujourd'hui. L'avènement de ce tourisme de masse mondialisé prend son envol au tournant des années 1990 avec là aussi, une révolution dans les transports : la libéralisation du trafic aérien. La baisse des tarifs proposée par les compagnies *low cost* et la construction de nouveaux aéroports ont contribué à l'émergence d'une hyper-mobilité. Internet et les plateformes de réservation comme Booking ou Expedia ont également disrupté les usages. En mettant le monde à portée de clics, ils ont balayé les intermédiaires traditionnels comme l'a montré la faillite de Thomas Cook en 2019. Enfin, la chute du communisme et l'ouverture de la Chine ont élargi l'espace touristique. Le cas de la Chine est à ce titre emblématique. Par l'organisation d'événements internationaux, les jeux Olympiques de Pékin en 2008 puis l'Exposition universelle de Shanghai en 2010, les autorités ont promu une active politique de développement touristique, considérée comme un des leviers « soft » de l'insertion dans la mondialisation. Parallèlement, l'essor des classes moyennes chinoises a fait de ce pays, devenu le premier émetteur de touristes internationaux, le moteur du tourisme mondial.

“

L'essor des classes moyennes chinoises a fait de ce pays le moteur du tourisme mondial

Plus nombreux et plus divers, les touristes d'aujourd'hui n'en conservent pas moins les mêmes goûts que les pionniers du tourisme de masse des années 1960 : les destinations balnéaires, hédonistes et les villes culturelles.



C'est précisément leur concentration sur un nombre de sites limité qui pose problème, problème accentué par la vogue des lieux « instagramables » sur les réseaux sociaux. Certaines plages de Thaïlande ou des Philippines, victimes de leur succès, ont ainsi dû être fermées afin de protéger les écosystèmes.

Les villes culturelles sont également touchées par cette surfréquentation. Deux exemples dans le bassin méditerranéen, Venise et Barcelone, illustrent les tensions qui en résultent. Avec 55 000 habitants, Venise, classée au patrimoine mondial de l'Unesco, accueille en effet 30 millions de touristes par an. Outre la dégradation de la lagune liée aux bateaux de croisière de plus de 100 000 tonnes et transportant un nombre toujours croissant de passagers, s'ajoute l'exaspération de la population. Cette « tourismophobie » est particulièrement sensible dans la capitale catalane où l'expression « terrourismo » du dessinateur de presse Diego Aranega, contraction de terrorisme et de tourisme, a fait florès. Les conflits d'usage entre habitants et touristes sont légion à commencer par le logement. Les locations

Village du Club Méditerranée de Corfou ouvert en 1952

© ARROSER/CC BY-SA 3.0

Airbnb, très rentables pour les propriétaires, ont en effet raréfié l'offre pour les Barcelonnais. Cette situation, généralisable à nombre de villes touristiques dont Paris, a abouti à un encadrement strict du nombre de jours de location. Car si le tourisme de masse peut constituer une manne de devises et favoriser le développement économique, le surtourisme, par les risques environnementaux et sociaux qu'il génère, menace la pérennité de l'activité.

L'économie du tourisme constitue-t-elle vraiment un atout ou un handicap?

Sabine Effosse

La plupart des pays cherchent à s'ouvrir et à développer le tourisme. Avec une croissance moyenne de 4%, supérieure à celle du PIB

mondial sur la dernière décennie, ce dernier est perçu comme secteur à haut potentiel. Il est encouragé quels que soient les régimes politiques, depuis la Birmanie, la Chine, Cuba, ou même récemment l'Arabie Saoudite dont les premiers visas touristiques ont été délivrés en septembre 2019. Car le tourisme pèse lourd dans l'économie mondiale : 10% du produit intérieur brut (PIB) en 2017, 7% des exportations mondiales (1700 milliards de dollars) et près d'un emploi sur dix d'après l'OMT. Encore ces moyennes cachent-elles des disparités. Le tourisme en Croatie, par exemple, qui a su saisir l'opportunité de la désaffection des touristes européens pour l'Afrique du Nord (Maroc, Tunisie) compte tenu des risques d'attentats, représente 20% du PIB ; le tourisme insulaire aux Maldives près de 50% (Thomas

La Grande-Motte (Hérault). La Mission Racine a permis au Languedoc-Roussillon de devenir une des toutes premières régions de France pour la fréquentation touristique essentiellement française

© JJOUILLIE/CC BY-SA 3.0



Daum et Eudes Girard, *Du voyage rêvé au tourisme de masse*).

En France, avec 7,2% du PIB, le secteur représente plus que l'agriculture (6,8%) et contribue au rééquilibrage de la balance courante, les touristes internationaux dépensant davantage en France que les touristes français à l'étranger. Sur le plan de l'emploi, la contribution du tourisme est également importante : entre 200 000 (chiffre donné par la direction générale des entreprises) et 310 000 entreprises (rapport de l'Assemblée nationale, Commission des affaires économiques sur le tourisme présenté par Marguerite Deprez-Audibert et Didier Martin, 24 juillet 2019), surtout des TPE-PME, et près de 2 millions d'emplois directs et indirects qui se répartissent principalement entre l'hôtellerie et la restauration. Ces emplois se concentrent surtout dans les centres urbains (pour moitié), puis les littoraux (22%), les espaces ruraux (19%) et la montagne (9%) (voir rapport présenté par Marguerite Deprez-Audibert et Didier Martin, cit. op.). Tirée par Paris, en raison de la richesse du patrimoine culturel et historique, et du dynamisme en matière de tourisme d'affaires, l'Île-de-France compte à elle seule plus de 420 000 emplois touristiques soit 9% de l'emploi total dans la région.

Pour autant, levier de développement, l'économie touristique n'est pas sans faille. La première est sa très grande sensibilité aux événements politiques ou environnementaux. Les attentats terroristes à Paris en novembre 2015 puis à Nice en juillet 2016 ont entraîné un recul du nombre de touristes étrangers, notamment américains, en France. De même, l'insécurité de la zone sahélienne due au terrorisme a éliminé de la carte touristique un certain nombre de pays d'Afrique. Outre le terrorisme, les crises sanitaires, que ce soit les épidémies de SRAS en 2003, de H1N1 en 2009, ou plus récemment la pandémie de la Covid-19, ont un très fort impact



sur l'activité. La question des bénéfices du tourisme pour les populations locales se pose également, en particulier pour les pays émergents. Des estimations montrent ainsi que plus de la moitié des recettes générées dans ces pays ne resterait pas sur place et que les revenus bénéficient surtout aux investisseurs et aux élites locales. Enfin, sur le plan environnemental, un développement incontrôlé entraîne des dégâts irréversibles que ce soit la bétonisation des littoraux, une gestion inadaptée de l'eau ou la pollution liée aux déchets.

Et demain, quel tourisme ?

Sabine Effosse

Avec une prévision de croissance à 1,8 milliard de touristes à l'horizon 2030, la question d'un tourisme mondialisé respectueux de l'environnement se pose avec une acuité renouvelée. Car bien que défini dès 1995 dans la continuité du sommet de la Terre de Rio et de l'Agenda 21, le tourisme durable, encore trop souvent limité à une offre de niche, tarde à faire l'objet d'une stratégie globale.

Limiter les déplacements les plus polluants apparaît en premier lieu central. Voyager en avion, mode de transport privilégié et en forte croissance, pose en effet le problème de l'empreinte écologique du tourisme et de son impact sur le réchauffement climatique.

Airbus A320 d'une compagnie malaisienne à bas coûts aux couleurs d'un voyageur en ligne américain

© ALEC WILSON/FLICKR/CC BY-SA 2.0

L'Agenda 21 est un plan d'action pour le XXI^e siècle, adopté par 182 chefs d'État lors du sommet de la Terre à Rio de Janeiro en juin 1992. Il décline sur le territoire les objectifs de développement durable issus du Sommet de la Terre de Rio.



Navire de croisière empruntant le canal vénitien de la Giudecca

© JEAN-PIERRE DALBERA/
FLICKR/CC BY 2.0

Selon l'ONU, le tourisme international est responsable de 8 % de l'émission des gaz à effet de serre. Privilégier les modes de transports sobres en carbone, comme le train, à l'instar de la relance des trains de nuit en Autriche ; favoriser le *slow tourism* (cyclotourisme, tourisme fluvial, tourisme vert) ; partir moins souvent et plus longtemps, sont autant de jalons à promouvoir pour un tourisme soutenable.

“

***Le tourisme durable,
encore trop souvent
limité à une offre
de niche, tarde
à faire l'objet
d'une stratégie globale***

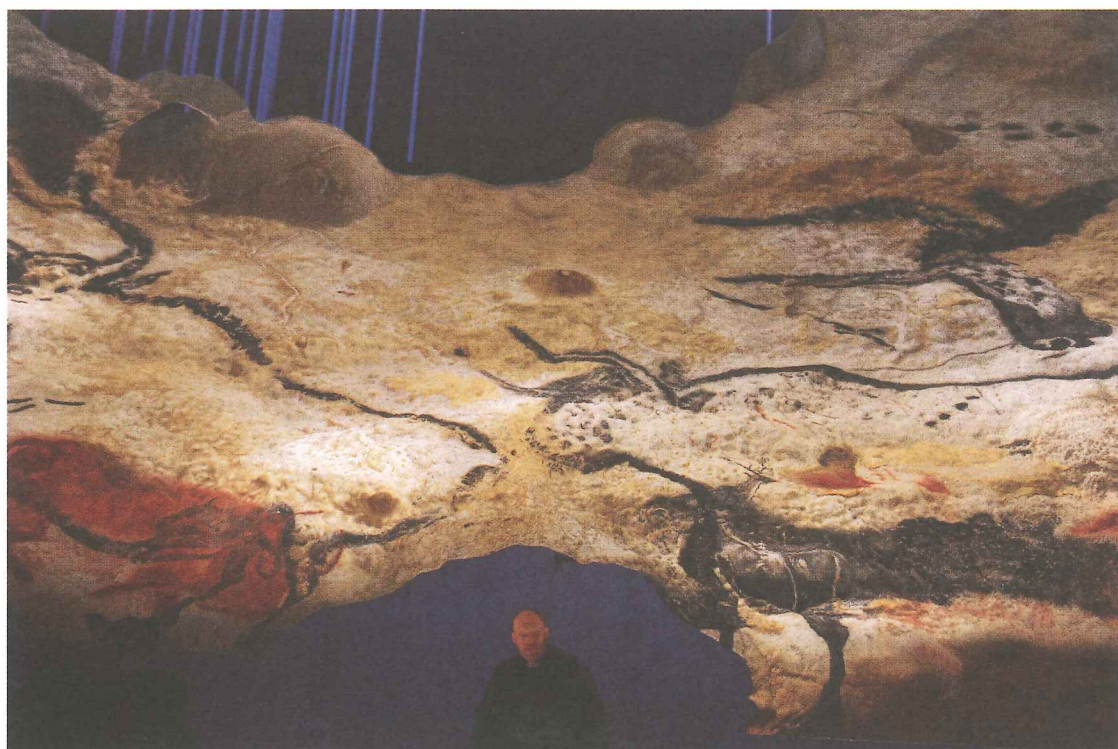
Économiser les ressources, dont le sol, et protéger les écosystèmes représentent un second volet essentiel pour le tourisme de demain. En France, après l'aménagement productiviste un tournant s'est opéré en 1985-1986 avec les lois Montagne puis Littoral afin de préserver les milieux naturels. Mais la pression de l'immobilier de loisirs a perduré soulevant la question des « lits froids et volets clos », à savoir des résidences occupées deux à quatre semaines par an, souvent vieillissantes. Représentant 30 % du parc d'hébergement touristique, davantage en montagne, la régulation de ces constructions consommatrices d'espace et leur rénovation énergétique s'imposent dans le cadre d'un essor responsable du tourisme.

Repenser le rôle du tourisme intérieur, et la dynamique de reprise qu'il peut susciter lors de crises majeures, est également essentiel. Avec un taux de départ en vacances qui tourne autour de 60 % depuis les années 1980, avec une légère tendance à la hausse : 57 % en 1981, 64 % en 2018, le développement d'un tourisme

social plus inclusif en France mériterait des actions *ad hoc*. Relancer les possibilités de départ pour les plus jeunes grâce aux colonies de vacances, aux classes de découvertes et de neige apparaît essentiel pour une vision de long terme. De même, la clientèle hexagonale paraît être la plus à même d'apprécier des lieux touristiques hors des sentiers battus et de favoriser une meilleure répartition des flux sur les territoires, y compris ultra-marins.

Enfin, utiliser le numérique pour la promotion d'un tourisme durable offre des pistes

stimulantes, que ce soit par la reproduction de patrimoine en danger (grotte de Lascaux IV ouverte en 2016), l'expérience de tourisme virtuel pour des visites de monuments ou de sites surfréquentés ou encore l'offre de « destinations intelligentes ». Ainsi, depuis la première conférence organisée par l'OMT en Espagne en 2017, le *smart tourism* vise à développer des applications proposant des services personnalisés et des destinations qui apportent de la valeur ajoutée tout en veillant à la préservation des milieux naturels, culturels et sociaux. #



Le Centre international de l'art pariétal Lascaux IV (Montignac, Dordogne) comprend une reproduction physique de la grotte, des supports numériques et un ensemble de fac-similés mobiles des peintures emblématiques

© TRAUMRUNE/
WIKIMEDIA COMMONS